



**Pour notre pouvoir d'achat et la justice sociale.
Public, privé, chômeurs, retraités, étudiants :
Tous mobilisés les 14 et 15 décembre !**

Qui sème la misère récolte la colère !

Depuis bientôt un mois un puissant mouvement social s'exprime dans le pays, conséquence d'une politique injuste et insupportable qui conduit un grand nombre de salariés et de citoyens à des situations de précarité extrême. En faisant le choix d'accorder toujours davantage de cadeaux fiscaux aux plus riches, tout en s'attaquant aux droits et au pouvoir d'achat des plus pauvres et des classes moyennes, il a attisé de plus belle les braises de la colère.

Une profonde colère se manifeste dans le mouvement des gilets jaunes, et les quelques concessions que le gouvernement a lâchées ne suffisent pas à calmer cette colère. Si au début de ce mouvement, la question de l'augmentation du prix du diesel était l'étincelle qui a mis le feu à la plaine, les revendications vont désormais bien au-delà de cette première question.

Par ailleurs, si des violences ont pu être commises par des manifestants elles ne sont rien par rapport à la violence de la répression qui s'abat sur le mouvement et en notamment sur celui des lycéens en lutte eux aussi. La CGT ne peut mettre sur un pied d'égalité les violences commises par les manifestants exaspérés et la violence policière et institutionnelle qui elle, obéit à des ordres, des stratégies de maintien de l'ordre et envoie sans état d'âme de simples citoyens en prison lorsqu'elle ne mutile pas un grand nombre de manifestants. La CGT ne peut encore moins mettre sur le même plan la violence des révoltés et la profonde violence sociale que vivent des millions de travailleurs et de citoyens.

Faisons converger nos luttes !

Ainsi, 90 % des revendications énoncées par les gilets jaunes sont des revendications que la CGT porte depuis de nombreuses années. Preuve que le travail de fond et les luttes portées par la CGT ont largement fait leur chemin dans les esprits.

Pour la CGT, qui fait depuis longtemps de la question du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la justice fiscale, de la lutte contre la précarité, de l'égalité homme-femmes les axes centraux de ses revendications, rien n'est plus compréhensible et légitime que ces revendications.

Dans la Fonction publique, outre les attaques sans précédent contre le statut général et Action publique 2022 qui prévoit la suppression de 120 000 postes en cinq ans, les agents sont confrontés depuis des mois à une avalanche de mesures toutes plus régressives les unes que les autres : gel de la valeur du point d'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat sans précédent, hausse contestable de la CSG de surcroît mal compensée, rétablissement de l'unique jour de carence, ralentissement des carrières pourtant déjà bien mal en point...

C'est pourquoi la CGT exige la mise en place d'urgence de politiques de justice sociale et que nous appelons à converger dans les grèves et manifestations du 14 décembre.

La CGT Culture et le SNMH-CGT appellent également à participer aux manifestations du samedi 15 décembre dans les cortèges syndicaux qui se joindront aux manifestations des gilets jaunes.

Nous nous mettrons en grève et manifesterons pour :

- **L'augmentation du SMIC à 1800 euros brut avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires mais aussi des pensions et des minima sociaux, la revalorisation du point d'indice ; le rattrapage des pertes intervenues depuis 2000 ;**

- La prise en charge des transports par les employeurs ;
- **Une réelle égalité professionnelle** entre les femmes et les hommes ;
- **Le droit à la retraite à taux plein dès l'âge de 60 ans** et en deçà pour les travaux pénibles ;
- **La création d'emplois statutaires pour un service public de proximité et de qualité**, accessible à toutes et tous ;
- **Le retrait d'AP 2022 et du projet de gestion directe des personnels titulaires ;**
- **L'arrêt des projets d'externalisation** et la réinternalisation des missions externalisées pour un service public de plein exercice ;
- L'abrogation du jour de carence ;
- Une TVA à 5,5 % pour les produits de première nécessité, notamment le gaz et l'électricité ;
- Une fiscalité juste, tenant compte des revenus, avec en premier lieu, le rétablissement de l'ISF ;
- **L'indemnisation à 100 %** des salariés privés d'emploi ;
- La **réduction du temps de travail** hebdomadaire avec une première étape à 32 h permettant la création de millions d'emplois ;

Pour le Centre des monuments Nationaux :

- **Le retour du reliquat aussi connu sous le nom de « prime de fin d'année » supprimé au profit du CIA**, prime arbitraire, inégalitaire, discriminatoire et créant des tensions dans les équipes. Nous demandons que les agents soient traités de manière équitable et transparente ;
- La **reconnaissance de la pénibilité de nos métiers et l'attribution de la prime compensation pénibilité à tous les agents** occupant des postes pénibles ;
- L'alignement des primes dominicales et jours fériés des vacataires sur celles des titulaires ;
- **La reconnaissance du métier d'animateurs du patrimoine** et un plan de CDIations pour ces agents ;
- **Un plan de sortie de la précarité au CMN** par la création d'emplois statutaires et l'ouverture de concours ;
- La reconnaissance par le CMN du délai de carence des vacataires sur le poste et non sur l'agent ;
- La mise en place d'une bourse à l'emploi pour les vacataires ;
- La revalorisation des heures mécatons ;
- La revalorisation des jours fériés ;
- La dotation habillement à 500€ ;
- l'augmentation des tickets-restaurants à 8.50€ ;

Les Fédérations CGT de la santé et de l'action Sociale, des services publics, l'Union fédérale des syndicats de l'État appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique **à participer massivement à la journée du 14 décembre et à manifester partout dans les territoires.**

Face à un pouvoir qui refuse la moindre prise en compte de nos propositions, l'élévation du rapport de force et son inscription dans la durée sont indispensables.

C'est pourquoi nous appelons plus largement les personnels à se réunir pour débattre de leurs revendications, à prendre les décisions d'action qu'elles et ils jugeront nécessaires, à participer aux initiatives de mobilisation dans les territoires pour arriver à une généralisation des grèves dans tous les secteurs à même d'établir un haut niveau de rapport de force permettant d'obtenir des victoires substantielles.

TOUS ENSEMBLE ON DOIT LUTTER ! TOUS ENSEMBLE ON PEUT GAGNER !

Paris, le 13 décembre 2018